



N° 1

Mai 2023

# ACCENTS.

Bulletin d'information romand



PP

3001 Berne  
Post CH AG

## #EFCH23: LE PEV SE BAT POUR L'ENVIRONNEMENT, LE RESPECT ET LES FAMILLES

L'année électorale fédérale en vue des élections au Conseil national et au Conseil des États a commencé. Pour le PEV, l'enjeu est de taille : il s'agit de défendre à tout le moins ses trois sièges au Conseil national et, si possible, de gagner un quatrième mandat. Avec ses thèmes électoraux « un environnement intact », « une cohabitation respectueuse » et « des familles fortes », le PEV reste fidèle à son ADN permanent, son engagement passionné pour la durabilité, la justice et la dignité humaine. Et si l'on regarde de près, les thèmes électoraux explicitent ce dont les gens ont vraiment besoin pour bien vivre.

« Recherchez la prospérité de la ville où je vous ai déportés et priez l'Éternel en sa faveur, car de sa prospérité dépend la vôtre. » dit le livre de Jérémie. De nombreuses personnes au sein du PEV citent ce verset comme motivation pour leur engagement en politique. Et c'est exactement cette attitude qui doit se manifester dans notre manière de faire de la politique, lorsque nous montrons aux électeurs ce qu'ils obtiennent en votant pour le PEV.

« Une bonne vie a besoin d'un environnement intact, d'une cohabitation respectueuse et de familles fortes. C'est ce que nous défendons ! Votez PEV ! »

Il est clair qu'il ne s'agit pas seulement d'une bonne vie pour nous-mêmes, mais aussi d'une vie digne pour nos proches, les plus faibles de notre société, les gens en Suisse mais aussi dans le monde entier,

par exemple dans les pays de l'hémisphère sud.

Ce n'est pas tout à fait par hasard que nous citons en premier lieu l'« environnement intact » comme base de toute vie sur cette terre. D'un point de vue chrétien, nous devons tout mettre en œuvre pour préserver la Création et garantir ainsi les bases de la vie pour les hommes et les animaux.

(Suite à la page 5)



La conférence de presse du dimanche 19 mars avait quelque chose d'irréel. Sous les auspices du gouvernement et avec la bénédiction de la BNS, le CS a dû être "sauvé" par sa grande sœur, UBS. Le citoyen que je suis y voit un gâchis et un risque énorme, et je suis abasourdi par la totale absence de prise de conscience des dirigeants du Crédit Suisse concernant leurs responsabilités économiques, éthiques et sociétales. Le politicien en moi trouve fâcheux qu'aucune des « leçons apprises » lors du sauvetage de l'UBS en 2008 n'a pu être appliquée dans cette situation. Le droit de nécessité, prévu pour la guerre, a encore été invoqué pour sauver une entreprise privée « too big to fail », concept qui me rappelle Goliath, au passage.

En tant que chrétien, je décèle finalement plein de signes de cupidité humaine : dirigeants aux salaires et boni mirobolants, activités illégales aux Etats-Unis, mépris des principes de bonne gouvernance. Résultat : un discrédit durable a été jeté sur la notion de Swiss Banking, toutes banques confondues. Il est grand temps de bâtir une économie éthiquement responsable. Aidez-nous à faire entendre la voix du PEV pour amorcer ce tournant !

**FRANÇOIS BACHMANN, PENTHALAZ (VD)**  
francois.bachmann@pev-vd.ch

## LES BONI LES PLUS ÉLEVÉS N'INTÉRESSENT QUE LES PLUS CUPIDES

Avec le Crédit Suisse, l'une des pièces maîtresses de la place bancaire suisse a failli faire faillite en mars. Le Parlement a refusé *a posteriori* d'approuver les crédits de sauvetage de plusieurs milliards accordés par le Conseil fédéral, sans conséquence juridique, certes, mais pas sans avertissement politique. Le Conseiller national Nik Gugger parle de la frustration et de la colère de la population ainsi que de la perte de confiance et de la disparition du sens des responsabilités dans les milieux dirigeants des banques.



**Nik Gugger**  
52 ans, Conseiller national, Winterthour, marié avec Beatrice, 3 enfants, au Conseil national depuis 2017 pour le PEV, Membre de la Commission de politique extérieure, Entrepreneur social

**Ébranlement, indignation, colère : lorsque la grande banque suisse traditionnelle, le Crédit Suisse, n'a pu être sauvée le 19 mars que par une reprise et des crédits d'urgence de plusieurs milliards, une tempête d'indignation a traversé le pays ; que s'est-il passé en toi lorsque tu as appris le sauvetage d'urgence ?**

J'étais frustré et en colère. Comment se fait-il qu'une banque de premier plan puisse exercer une telle mauvaise gestion pendant des années, payer des amendes de plusieurs milliards, prendre des risques élevés, verser de gros boni et, en fin de compte, que les contribuables et la Confédération doivent en assumer la responsabilité ? Je ne parviens pas à me l'imaginer.

**L'analyse approfondie de ce qui s'est passé n'a pas encore eu lieu. Mais peux-tu d'ores et déjà identifier les causes qui ont conduit à la quasi-faillite de l'une des pièces maîtresses de la place bancaire suisse ?**

Je pense que le point décisif était que

les gens n'avaient plus confiance en Crédit Suisse. La modèle de fonctionnement de la banque a provoqué ces dernières années de nombreuses situations qui ont conduit à une méfiance, comme les multiples amendes de plusieurs millions que le CS a dû payer aux Etats-Unis. Les violations des règles ont été déclarées normales et le CS a adopté l'attitude suivante : « Nous paierons, tout simplement, si cela s'apprend. ». Lorsque la banque de la Silicon Valley a fait faillite, la méfiance des clients du CS s'est accrue et ils ont voulu mettre leur argent à l'abri le plus rapidement possible.

**Ces dernières semaines, tu as aussi beaucoup discuté avec des banquiers. Quelle est ton impression : ressent-on une sorte de compréhension et de sens de la responsabilité ou plutôt de l'incompréhension face à l'indignation nationale et à l'autojustification ?**

Cela dépend des banquiers avec lesquels on parle. Alors que certains trouvent que l'irresponsabilité de la direction du CS était sans borne, d'autres voient plutôt la faute « dans le système ». Ce qui est sûr, c'est que beaucoup n'étaient pas conscients de la portée des conséquences de la semaine précédant le sinistre 19 mars.

**Le Conseil national a refusé, lors de sa session extraordinaire d'avril, d'approuver les crédits d'aide d'urgence de plusieurs milliards accordés par le Conseil fédéral, dans le cadre du droit d'urgence, pour sauver le Crédit Suisse. Est-ce à juste titre ?**

Les deux autres Conseillers nationaux du PEV et moi-même n'étions pas d'accord avec le NON du Conseil national. À ma connaissance, il s'agit du plus grand crédit d'engagement que nous n'ayons jamais eu à voter. La décision n'a pas eu d'effet sur les accords signés par le Conseil fédéral, mais elle en a eu sur la mise en lumière de la responsabilité politique et morale de l'État. J'ai été très déçu par la majorité du Conseil national. Ce NON du Conseil national a clairement envoyé un mauvais signal : on ne peut plus faire confiance à la place financière suisse. Cette décision met en danger 10'000 emplois. Même en cette année électorale, il faut aussi assumer ses responsabilités et ne pas être populiste.

**Quelles sont les conséquences de ce signal de nature politique ? Est-ce que tout reste comme avant parce que les propositions de modification de la gauche et de la droite ont été rejetées ?**

Le signal envoyé par le législatif à



**Nik Gugger: Il faut renforcer l'éthique dans le modèle de gestion d'entreprise.**

Photos: Dirk Meisel



L'exécutif fédéral est fort. La gouvernance dans le cadre du droit d'urgence ne doit être utilisée qu'en cas de crise extrême. Au vu des circonstances, le Conseil fédéral a toutefois pris la décision de faire appel au droit d'urgence, ce qui était incompréhensible pour beaucoup. Le Parlement avait initialement demandé au Conseil fédéral différents rapports de contrôle afin d'examiner les futures étapes de l'évolution de la réglementation. Certains de ces rapports ont également été rejetés et doivent maintenant être rediscutés. C'est pourquoi, à la fin de la session extraordinaire, avant Pâques, j'ai également déposé un postulat exigeant la gestion éthique et durable dans le secteur financier et dans les entreprises proches de l'État, par exemple dans le domaine de la minimisation des risques, de la prise de responsabilités ou des règles en matière salariale.

**Quelles mesures devraient être prises, selon toi, pour stabiliser durablement la place financière suisse et rétablir la confiance qui a été perdue ?**

Je pense qu'il faudrait intervenir à différents niveaux. De mon point de vue, il faudrait absolument renforcer l'éthique dans le modèle de gestion d'entreprise. D'une part, il faut réglementer les rémunérations variables. Car les boni toujours plus élevés ont encouragé une gestion non éthique et ont conduit à l'engagement de dirigeants douteux. Les boni les plus élevés ne permettent manifestement pas de s'assurer les services des meilleurs managers, mais plutôt des plus cupides.

Il faudrait également envisager de séparer les activités suisses du Crédit Suisse de ses activités internationales. À mon avis, il faudrait en outre veiller à élire des administrateurs et des cadres ayant le sens de l'éthique, de la volonté et de la persévérance.

**Depuis des années, tu fais la promotion, de manière générale, même au-delà du secteur bancaire, d'un entrepreneuriat éthique et social, d'un système économique éthique. Qu'est-ce que tu entends par là, concrètement ?**

Sens Suisse, la fédération des entre-



Il faudrait envisager de séparer les activités suisses du Crédit Suisse.

prises sociales en Suisse, le décrit très bien à mon avis : l'entrepreneuriat social crée une économie avec un impact social positif. Elle est orientée vers un impact sociétal, est basée sur des valeurs, donne du sens, est participative et responsable. La raison d'être de l'entreprise réside également dans son impact social, écologique ou culturel positif. Le système économique doit traiter les personnes et les ressources de manière responsable. L'économie ne doit pas être une pure maximisation du profit. En ne se concentrant pas uniquement ou principalement sur les bénéfices, mais aussi sur les personnes, les entreprises favorisent la cohésion sociale et soutiennent le bien commun. Les entreprises ont également une responsabilité sociale. Quel modèle d'affaires innovant et créatif développent-elles pour générer des bénéfices tout en intégrant des personnes très vulnérables, telles que des réfugiés, des personnes en situation de handicap ou des personnes en échec scolaire ? Comment donner la priorité aux critères de durabilité dans la production de biens et de services ? Nous avons besoin d'un cadre non bureaucratique pour créer une économie équitable.

**Existe-t-il des exemples parmi les grandes entreprises qui vont déjà dans ce sens ?**

Des entreprises coopératives comme la Migros et la Mobilière proposent déjà des approches. Leurs bénéfices sont en partie investis dans des projets sociaux, écologiques ou culturels, et les clients ont leur mot à dire au sujet des projets qui doivent être soutenus.

**Comment pourrait-on renforcer et développer cette pratique en Suisse ?**

Je pense qu'il faudrait adapter le cadre légal pour promouvoir l'entrepreneuriat social, c'est-à-dire créer une base légale qui permette la reconnaissance et la promotion des entreprises sociales. Il peut s'agir d'offres de financement facilitées, d'incitations fiscales, de services de conseil pour les entreprises sociales, d'une prise en compte spéciale des entreprises sociales dans les marchés publics, etc.

J'ai déjà déposé une intervention au Parlement à ce sujet en juin 2021.

**Existe-t-il des pays qui sont plus avancés dans ce domaine ? Comment font-ils ?**

L'UE est sur le coup depuis longtemps et c'est pourquoi la Commission européenne a lancé des partenariats avec de nombreuses parties prenantes. Depuis 2021, ces actions sont regroupées dans le "Social Economy Action Plan", qui vise à améliorer les conditions-cadres pour les entreprises sociales dans tous les secteurs économiques. Cette large action de promotion à travers les différents domaines et secteurs d'activité est également la recette du succès dans d'autres pays et régions qui sont très avancés dans le domaine de l'entrepreneuriat social. Par exemple, les gouvernements de la Corée du Sud et du Québec (Canada) encouragent et « mettent en valeur » la capacité d'innovation des entreprises sociales pour atteindre leurs objectifs de durabilité. Le raisonnement est simple : si, lors de l'attribution de marchés publics, il est possible non seulement d'en satisfaire les exi-

## CONTACT

## Bienne

[www.pev-bienne.ch](http://www.pev-bienne.ch)  
[info@pev-bienne.ch](mailto:info@pev-bienne.ch)  
 Thomas Uhland  
 076 335 15 78

## Fribourg romand

[www.evppev-fr.ch/fr/actuel/](http://www.evppev-fr.ch/fr/actuel/)  
 Norbert Valley  
[norbertvalley@bluewin.ch](mailto:norbertvalley@bluewin.ch)  
 079 250 24 79

## Genève

[www.pev-ge.ch](http://www.pev-ge.ch)  
[info@pev-ge.ch](mailto:info@pev-ge.ch)  
 David Hausmann  
 077 206 76 98

## Jura

[www.pev-ju.ch](http://www.pev-ju.ch)  
[info@pev-ju.ch](mailto:info@pev-ju.ch)  
 Philippe Siraut  
 079 435 80 82

## Jura bernois

[www.pevjb.ch](http://www.pevjb.ch)  
[info@pevjb.ch](mailto:info@pevjb.ch)  
 Tom Gerber  
 078 839 45 35

## Neuchâtel

[www.pev-ne.ch](http://www.pev-ne.ch)  
[info@pev-ne.ch](mailto:info@pev-ne.ch)  
 Daniel Pfaff  
 079 735 4307

## Valais

[www.pev-vs.ch](http://www.pev-vs.ch)  
[romandie@evppev.ch](mailto:romandie@evppev.ch)  
 Philippe Siraut  
 079 435 80 82

## Vaud

[www.pev-va.ch](http://www.pev-va.ch)  
[info@pev-va.ch](mailto:info@pev-va.ch)  
 François Bachmann  
 079 668 69 46

gences, mais aussi de renforcer une entreprise qui poursuit des objectifs sociaux et environnementaux fondamentaux, on fait d'une pierre plusieurs coups.

## INTERVIEW:

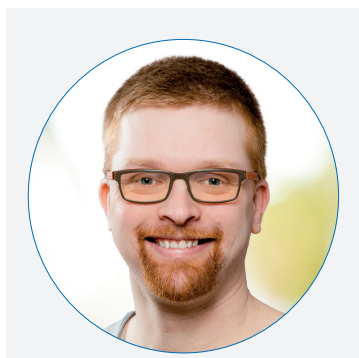
## DIRK MEISEL

[dirk.meisel@evppev.ch](mailto:dirk.meisel@evppev.ch)

ClimatePartner<sup>o</sup>  
 climatiquement neutre

Impression | ID: 53458-1410-1071

# UN JEUNE BIENNOIS QUI A LE FEU POUR LA JEUNESSE, LES ROMANDS ET LES CHRÉTIENS IMPLIQUÉS EN POLITIQUE



**Mickaël Maeder**

Né en 1990, marié, 2 enfants, gardien de prison à Bienne. Hobbies : les jeux vidéo, le sport, particulièrement le hockey sur glace, le snowboard et la moto.

## Mickaël, quand et pour quelles raisons as-tu commencé à t'intéresser à la chose politique ?

Je me rappelle quand mes parents allaient voter quand j'étais tout jeune, je pense que c'est déjà à ce moment-là que j'ai intégré que voter est une chose importante en Suisse. Ensuite j'étais au secondaire lorsque Christoph Blocher a été élu au Conseil fédéral et je me rappelle les émotions qui m'étaient transmises par mes profs lorsqu'ils ont appris qu'il avait été élu. Je pense que c'est à ce moment-là que j'ai compris l'importance des décisions politiques. Ensuite j'ai toujours été intéressé par les sujets de votation, je me ré-

jouissais de pouvoir voter et, depuis que j'ai le droit de vote, j'y ai accordé une grande priorité.

## Pour quels motifs as-tu décidé de t'impliquer plus précisément au PEV ?

Pendant longtemps j'ai considéré que voter était suffisant. Mais ce qui m'a décidé à m'inscrire au PEV c'est la votation pour le don d'organe où je n'étais absolument pas d'accord avec la recommandation de vote du PEV sur ce thème qui me tient très à cœur. Je me suis alors dit qu'il fallait que je m'engage pour donner mon avis. Cependant je suis en général du même avis que le PEV.

## En tant que jeune, quels sont les thèmes ou les causes qui te motivent plus particulièrement ?

Ce que je veux c'est voir les valeurs chrétiennes mieux représentées en politique. Je pense qu'il faut se battre pour que les dérives de gauche et de droite ne prennent pas le dessus et il faut qu'on puisse continuer à faire vivre la société et à dialoguer tous ensemble.

## À ton avis, en tant que membre du Comité national des Jeunes PEV Suisse, qu'est-ce que les jeunes peuvent apporter de spécifique au PEV et plus généralement à la politique suisse ?



Photo: mise à disposition

## En action dans un spectacle d'improvisation

Je pense que nos jeunes doivent amener un côté téméraire, novateur et peut-être effronté lorsque nécessaire. Certains sortent juste de leurs études et on peut, dès lors, les considérer comme des experts, eux aussi !

## Toi qui es aussi très motivé par la place que les Romands doivent prendre dans le PEV, quelles sont tes attentes de leur part et que veux-tu leur proposer ?

Le monde politique est un monde à évangéliser et les chrétiens sont un monde à politiser. Je pense que chaque membre du PEV doit autant chercher à faire des disciples que de chercher à motiver les autres chrétiens à s'engager en politique.

## Qu'est-ce qui te pousse à te présenter cette année aux élections fédérales dans le Canton de Berne ?

À une assemblée des délégués, le président des JPEV m'a demandé de faire partie du comité... J'ai décidé d'accepter assez rapidement. Quand le parti bernois a annoncé être à la recherche de candidats au Conseil national, au début, je ne voulais pas forcément m'afficher. Puis en réflé-

chissant je me suis dit que vouloir faire de la politique sans s'afficher c'était réfléchir à l'envers par rapport à mes objectifs. J'ai donc pris la décision de dire au parti, que s'il pensait que mon nom convenait à une liste, il pouvait me mettre dessus.

## Quels sont tes rêves et peut-être tes craintes pour les jeunes chrétiens de ta génération, pour ton Canton et pour la Suisse ?

Mes rêves pour les chrétiens de cette génération seraient que chacun puisse abandonner toute honte par rapport à sa foi et que la société voie les chrétiens comme les lumières qu'ils sont. Mes craintes se situent notamment au niveau de la cancel culture qui a peur de Jésus et des lois sur la laïcité, comme à Genève, qui risquent de se propager.

**Merci pour tes réflexions pertinentes, parfois iconoclastes mais toujours conséquentes avec toi même, Mickaël.**

**INTERVIEW:**  
**PHILIPPE SIRAUT**  
philippe.siraut@evppev.ch



Photo: mise à disposition

Sur les routes d'Écosse...





**Un environnement intact pour les générations futures**

« Nous sommes aujourd'hui responsables d'un environnement intact pour les générations futures. »

C'est pourquoi nous avons besoin d'une politique climatique qui utilise les ressources de manière durable, promeut efficacement la biodiversité et atteint le « zéro émission nette de CO<sub>2</sub> ».

Notre cohésion sociale est sans cesse mise à l'épreuve. La pandémie de Corona, la guerre en Ukraine, l'inflation et la hausse des coûts de l'énergie montrent une chose : nous avons besoin d'une cohabitation respectueuse.

En Suisse, mais aussi avec les pays plus pauvres, par exemple dans le « Sud global ».

« Une cohabitation respectueuse ouvre des opportunités pour tous. »

Qu'entendons-nous concrètement par-là ? Nous nous engageons pour une économie responsable, nous nous engageons contre la pauvreté et nous luttons pour une Suisse sans exploitation ni trafic d'êtres humains.

En tant qu'êtres sociaux, en tant que société, nous sommes finalement tributaires de relations stables. Des structures familiales fortes et de bonnes relations intergénérationnelles nous apportent soutien et sécurité. C'est pourquoi nous voulons les promouvoir.

« Des familles fortes sont le fondement d'une société vivante. »

En tant que PEV, nous voulons rendre la garde d'enfants financièrement supportable indépendamment du modèle familial, renforcer la cohabitation intergénérationnelle et mettre fin à la discrimination des couples mariés.

Pour un environnement intact, une cohabitation respectueuse et des familles fortes. C'est ce que défendent les quelque 300 candi-

dates du PEV et ils feront tout pour conserver les sièges actuels du PEV. Malheureusement, cela risque d'être tout sauf une promenade de santé. Dans le canton d'Argovie en particulier, le PEV a besoin d'apparementements efficaces afin de pouvoir défendre son siège au Conseil national. De manière générale, la règle suivante s'applique aux trois cantons d'Argovie, de Berne et de Zurich : nous de-



**Des structures familiales fortes et de bonnes relations intergénérationnelles nous apportent soutien et sécurité.**



**Pour une Suisse sans exploitation ni trafic d'êtres humains.**

vons gagner plus d'électeurs et de nouveaux électeurs du PEV afin d'atteindre nos objectifs.

**ROMAN RUTZ**

[roman.rutz@evppev.ch](mailto:roman.rutz@evppev.ch)

### IMPRESSUM

**Accents** : bulletin d'information du Parti Evangélique Suisse (PEV) 18ème année, numéro 1, 2023 Paraît deux fois par an.

**Editeur** : Parti Evangélique Suisse (PEV)  
Case postale, Nägeligasse 9, 3001 Berne,  
tél. 031 351 71 71 [info@evppev.ch](mailto:info@evppev.ch)  
[www.evppev.ch](http://www.evppev.ch)  
IBAN CH72 0900 0000 8003 8232 2

**Rédaction, gestion des adresses et des abonnements** :

Parti Evangélique Suisse (PEV) :  
Philippe Siraut, [philippe.siraut@evppev.ch](mailto:philippe.siraut@evppev.ch)



# OUI À UNE PROTECTION EFFICACE DU CLIMAT

Le 18 juin, nous voterons au sujet de la loi dite sur la protection du climat, le contre-projet législatif à l'initiative sur les glaciers. Les initiants ont parlé d'une « étape importante dans la politique climatique » et ont retiré leur initiative sous conditions. La nouvelle loi fixe, outre des objectifs concrets, des mesures efficaces et rapidement réalisables. En novembre dernier, les délégués du PEV Suisse ont dit OUI à la loi sur la protection du climat à la quasiunanimité.



Photo: pixabay.com

La nouvelle loi fixe, outre des objectifs concrets, des mesures efficaces et rapidement réalisables.

L'initiative populaire « Pour un climat sain (Initiative des glaciers) » voulait inscrire dans la Constitution l'objectif d'une réduction à zéro net des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050, un objectif auquel la Suisse s'est déjà engagée contractuellement avec plus de 180 Etats dans l'Accord de Paris sur le climat. Le PEV a soutenu à l'époque la collecte de signatures et a déposé l'initiative sur les glaciers en novembre 2019.

## Une protection efficace et rapide du climat

Lors de la session d'automne 2022, le Parlement a élaboré un contre-projet législatif, que le Conseil national (139:51) et le Conseil des États (38:4) ont adopté à une nette majorité. Les initiants ont également confirmé que le contre-projet permettait de protéger le climat de manière efficace et rapide. Ils ont donc retiré leur initiative sous conditions. Seule l'UDC a voté contre la loi au Parlement et a lancé un référendum avec l'UDF.

## Des objectifs concrets

La loi sur la protection du climat fixe des objectifs clairs de réduction des émissions nocives pour le

climat : d'ici à 2040, celles-ci devront avoir diminué de 75% par rapport à 1990. La loi fixe également des objectifs intermédiaires pour les propriétaires de maisons, les transports ou l'industrie. Tous les objectifs de réduction doivent être techniquement possibles et économiquement viables. Dans la mesure du possible, toutes les réductions d'émissions doivent être réalisées en Suisse.

## Des mesures rapides

En ce qui concerne les mesures concrètes, la loi met par exemple à disposition un total de 3,2 milliards de francs d'aides financières pour encourager le remplacement des chauffages fossiles, les assainissements et les nouvelles technologies. Les administrations fédérales et cantonales ainsi que les entreprises proches de la Confédération doivent atteindre un bilan net nul d'ici à 2040. En outre, la Confédération et les Cantons doivent mettre à disposition des réservoirs de carbone en Suisse et à l'étranger d'ici à 2050.

DIRK MEISEL  
dirk.meisel@evppev.ch

## Quels sont les arguments pour ?

- **Un climat mondial sain :**  
Le changement climatique menace la civilisation humaine. Les étés caniculaires, les périodes de sécheresse pour l'agriculture, le régime des eaux menacé, la mort des glaciers et des forêts protectrices se font également sentir en Suisse. La loi sur la protection du climat est notre contribution suisse pour un climat mondial sain.
- **Renforcer la place technologique :**  
La transformation nécessaire du système énergétique à l'échelle mondiale est une chance énorme pour la Suisse en tant que place scientifique et technologique de premier plan. Elle peut développer, dans ses hautes écoles, des solutions qui ont un impact mondial.
- **Sortir de la dépendance :**  
Le pétrole, le gaz naturel et le charbon réchauffent le climat. Ils favorisent en outre la concentration et le maintien au pouvoir des régimes autoritaires. Nous disposons en Suisse d'alternatives propres, décentralisées et renouvelables.
- **Énergie locale et valeur ajoutée :**  
Ces dernières années, la Suisse a dépensé jusqu'à 7 milliards par an pour les énergies fossiles. Si nous encourageons systématiquement l'utilisation de nos énergies locales, la création de valeur et les emplois resteront dans le pays.



# L'IMPOSITION MINIMALE DE L'OCDE POUR PLUS DE JUSTICE FISCALE

L'OCDE et le G20 proposent de renforcer les règles fiscales internationales : face à la mondialisation et à la digitalisation croissantes, les grands groupes internationaux devraient verser au moins 15 % d'impôts sur leurs bénéfices. La Suisse et environ 140 autres pays se sont engagés à mettre en œuvre cette mesure. Le 18 juin, nous voterons donc sur un article constitutionnel permettant cette imposition minimale de 15%. Le Conseil fédéral introduirait ensuite cet impôt au 1er janvier 2024 par voie d'ordonnance.



Photo: unsplash.com

**Les grands groupes internationaux devraient verser au moins 15 % d'impôts sur leurs bénéfices.**

Les impôts faibles attirent les entreprises. La Suisse et d'autres pays pratiquent cette politique fiscale depuis des années. Les Cantons à fiscalité avantageuse comme Zoug se sont notamment spécialisés dans l'attraction de groupes étrangers en Suisse. Du point de vue du PEV, un impôt minimum international est un pas vers plus de justice fiscale, car les impôts devraient être payés là où se trouve le siège réel de l'entreprise et non là où les taux d'imposition sont les plus bas.

## Un impôt ciblé

Seuls les grands groupes d'entreprises actifs au niveau international et réalisant un chiffre d'affaires annuel d'au moins 750 millions de francs sont soumis à la nouvelle imposition minimale. En Suisse, quelques centaines de groupes d'entreprises suisses et quelques milliers de groupes étrangers en font partie. Environ 99% des entreprises en Suisse ne sont donc pas concernées par la réforme et conti-

nueront à être imposées comme auparavant. Cela est possible grâce à l'introduction d'un impôt complémentaire : là où les groupes d'entreprises mentionnés n'atteignent pas les 15 % d'imposition minimale (par exemple dans le canton de Zoug), un impôt complémentaire serait prélevé jusqu'à ce que les 15 % soient atteints. Cet impôt complémentaire serait un impôt fédéral, mais il serait prélevé par les Cantons (comme pour l'impôt fédéral direct).

## En Suisse plutôt qu'à l'étranger

Si la Suisse renonçait à cet impôt complémentaire, les pays dans lesquels le chiffre d'affaires est effectivement généré pourraient réclamer cet impôt complémentaire. Pour les entreprises, cela signifierait un surcroît de travail considérable ainsi qu'une grande insécurité juridique. La place économique suisse perdrait ainsi massivement en confiance et en attractivité. Et les entreprises devraient de toute

façon s'acquitter des 15 % d'impôts. La Suisse perdrait également des recettes fiscales, car les impôts seraient alors prélevés à l'étranger.

## En faveur de la place économique

Le produit de l'impôt complémentaire serait versé à 75 % aux Cantons concernés et à 25 % à la caisse fédérale. Il devrait être utilisé pour des mesures de promotion de la place économique. Le PEV aurait préféré une répartition de 50 % aux Cantons et 50 % à la Confédération, car seuls quelques Cantons (p. ex. Zoug et Bâle-Ville) profiteront de ces recettes supplémentaires. Le Conseil des États a cependant rejeté cette solution et les Conseillers nationaux du PEV ont finalement approuvé le projet. Après tout, les Cantons à forte capacité financière verseront à nouveau des montants plus élevés en faveur des cantons à faible capacité financière par le biais de la péréquation financière. Les Délégués du PEV Suisse ont également clairement approuvé le projet par 93 voix contre 4 et 4 abstentions.

**ROMAN RUTZ**

[roman.rutz@evppev.ch](mailto:roman.rutz@evppev.ch)

## Les arguments en sa faveur :

- La concurrence fiscale entre les Cantons serait réduite. Les grandes entreprises paieraient au moins 15 % d'impôts sur le bénéfice dans tous les Cantons.
- L'imposition minimale réduirait également la concurrence fiscale internationale.
- Plus de sécurité juridique et de prévisibilité pour les entreprises : les impôts relevant du droit suisse seraient prélevés ici et ne seraient pas grevés d'un impôt complémentaire par divers autres pays.
- Grâce à l'impôt complémentaire, les recettes fiscales resteraient en Suisse et garantiraient ainsi les prestations de l'État.
- Les recettes de cet impôt aideraient à maintenir l'attractivité de la place économique suisse qui resterait intéressante pour les grands groupes d'entreprises.
- Un NON au projet empêcherait l'introduction, dans les temps, de l'impôt complémentaire

## DE LA FLEXIBILITÉ EN CAS DE NOUVELLE ÉPIDÉMIE

Le 18 juin, la population votera une nouvelle fois au sujet de la loi sur le Covid-19. Certaines dispositions de cette loi, dont la plupart sont limitées à fin décembre 2022, ont été prolongées jusqu'à l'été 2024 pour faire face à une éventuelle épidémie. Elles devraient être à disposition en cas de besoin durant les mois d'hiver 2023/2024. Un référendum a été lancé contre cette décision. Lors de sa séance d'avril, le Comité du parti du PEV Suisse a décidé de voter OUI.



Photo: pixabay.com

Certaines dispositions de la loi sur le Covid-19 ont été prolongées jusqu'à l'été 2024.

Afin de faire face à d'éventuelles vagues de maladies saisonnières, notamment pendant les mois d'hiver, certains articles de la loi sur le Covid-19 devraient être prolongés jusqu'à l'été 2024. Cette prolongation a été votée en urgence par le

Parlement, raison pour laquelle elle est entrée en vigueur dès le 1er janvier 2023. Le Conseil national (140:50) et le Conseil des Etats (39:1) ont adopté cette loi à une nette majorité. Si les électeurs rejetaient la loi, la prolongation serait annulée.

### Protection des travailleurs vulnérables

Les dispositions relatives au certificat Covid seront par exemple prolongées. Ainsi, le certificat resterait compatible au niveau international et la liberté de voyager resterait garantie. La compétence de promouvoir le développement de médicaments Covid-19 devrait également être maintenue jusqu'à l'été 2024, tout comme la réglementation relative à la protection des travailleurs vulnérables.

En outre, on veut maintenir les bases légales de l'application SwissCovid pour les mois d'hiver 2023/2024. L'application a été désactivée début avril 2022. En cas de besoin, elle devrait à nouveau com-

pléter le Contact Tracing classique des Cantons. Et enfin, des dispositions ont été prolongées pour les mesures spécifiques dans le domaine des étrangers et de l'asile ainsi qu'en ce qui concerne les fermetures de frontières. Il s'agit ici de garantir la liberté de voyager des frontaliers et de la population frontalière.

Début avril 2022, la Confédération avait déclaré la fin de la « situation particulière » selon la loi sur les épidémies. Depuis lors, la situation « normale » est à nouveau en vigueur. Dans cette situation, la Confédération continue d'assumer des tâches spécifiques dans le cadre de ses compétences.

## BILLET D'HUMEUR

## PANDÉMIE, GUERRE ET MÉMOIRE COURTE

2020, pandémie Covid, et 2022, guerre en Ukraine, voilà deux événements récents qui nous ont passablement remués et amenés à réfléchir au sujet de notre mode de vie. Je ne parle pas ici des aspects politiques, sanitaires ou militaires, mais plutôt de la manière dont ils ont chamboulé, au moins provisoirement, notre mode de vie.

Printemps 2020, la vie telle que nous la connaissions s'arrête : travail à domicile, écoles fermées, déplacements extrêmement limités, hôpitaux en rupture, personnel soignant au bout du rouleau.

On apprend la beauté de nos jardins, la joie de la vie de famille proche et la solidarité avec nos voisins, le commerce de proximité, la pureté du ciel privé d'avions et nos routes dépourvues de voitures.

Ah, il faudra retenir la leçon pour l'avenir. **Pas besoin de rappeler cela au PEV : la préservation de l'environ-**

**nement, la cohabitation solidaire et la vie de famille revigorante, on connaît, C'est notre ADN !**

Mais 3 ans plus tard, où en sommes-nous ? Les déplacements privés ont redémarré de plus belle. L'individualisme a repris ses droits. Les grandes enseignes commerciales se portent mieux que jamais. Ah oui, il subsiste le télétravail, plutôt par convenance personnelle ... Et puis, il y a le per-



Prendre soin de l'homme et de son environnement

sonnel soignant que nous avons applaudi soir après soir et à qui nous avons promis de revaloriser ses conditions de travail, mais qui ne voit rien venir... Aurions-nous la mémoire un peu courte ?

Deux ans passent. Le Covid s'estompe et de manière imprévue, inexplicable et intolérable, la Russie s'attaque à l'Ukraine. Les approvisionnements en gaz et en pétrole deviennent plus difficiles, les prix de l'électricité et du chauffage augmentent. Ça fait mal et on commence à réfléchir.

Les stratégies se mettent en place pour réduire la consommation de ces énergies. De grandes résolutions sont prises. On éteint les lumières et les appareils électriques. On réduit le chauffage. On sort les pulls. En espérant que les factures n'exploient pas trop...

Une question : pourquoi a-t-il fallu attendre une telle extrémité, pour

que nous pensions, enfin, à économiser l'énergie, à en réduire notre consommation. La préservation de nos ressources naturelles ne devrait-elle pas aller de soi ?

Mais voilà, l'hiver n'a pas été trop froid et les approvisionnements en carburant, pas aussi difficiles qu'annoncés. Résultat de l'exercice : les préoccupations du début de l'hiver sont bien vite oubliées et la diminution de la consommation d'énergie n'a été que de quelques pourcents.

Ici aussi, pourquoi sommes-nous aussi peu conséquents avec nous-mêmes. Combien de crises nous faudra-t-il encore avant que nous prenions, enfin, de vraies mesures qui nous permettent de **prendre soin de l'homme et de son environnement** ? Avons-nous vraiment la mémoire aussi courte ?

**PHILIPPE SIRAUT**  
philippe.siraut@evppev.ch

Photo: unsplash.com